

La formation continue occupe une place centrale dans la stratégie de Lisbonne car elle contribue à assurer la compétitivité des entreprises en optimisant l'employabilité des salariés.

FABRICE BARBIAN

Voilà pour le discours. Dans les faits, ce n'est pas si simple, comme le révèlent les travaux consacrés à la formation continue dans la Grande Région, réalisés par les offices statistiques de Sarre, Lorraine, Luxembourg, Rhénanie-Palatinat et Wallonie, dans le cadre du programme opérationnel de coopération transfrontalière Interreg IV. Il en ressort que, dans la Grande Région, les dispositifs de formation continue mis en place dans les différents pays profitent avant tout aux salariés diplômés de l'enseignement supérieur, exerçant des fonctions de direction (cadres supérieurs) et travaillant dans de grandes entreprises. Bref, la démarche visant à améliorer l'employabilité des salariés ne rencontre pas son public prioritaire. Notamment celui des demandeurs d'emploi, à en croire d'autres études qui mettent en lumière le peu de crédit accordé par les chômeurs à la formation. «Cela n'a rien de surprenant. Il en est ainsi dans tous les pays d'Europe. Certaines forces sociales font que cela se passe ainsi», a souligné Serge Allegranza, le directeur du Statec, lors de la présentation de l'étude. Cette dernière indique également qu'avec un taux d'accès à la formation continue de 7 à 8% la Grande Région est en deçà de l'objectif de 15% visé dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, pour 2020 (il était de 12% à l'horizon 2010). La formation continue reste donc un défi, même s'il convient de réinterroger les pratiques pour franchir un cap quantitatif et qualitatif. Pour découvrir l'étude: www.grande-region.lu

En être ou pas

Économie solidaire: 3e forum d'Objectif plein emploi

Le forum mettait en avant le bien-être au travail.

JÉRÔME QUIQUERET

À Dudelange, où, s'enorgueillissant son bourgmestre, qui ouvrait les débats, Alex Bodry, un service emploi fut créé en 1997, «quand tout allait bien, que le sujet n'était pas un thème central», le réseau Objectif plein emploi tenait le 3e forum triennal de sa jeune histoire. N'oubliant pas de se consacrer à la sécurité et à la prévention, le forum mettait cette année en avant les bienfaits de l'économie solidaire en tant que «créatrice de bien-être». Le ministre du Travail en personne, Nicolas Schmit, légitime la démarche. Avec la crise, «nous sommes engagés dans une réflexion fondamentale sur le fonctionnement de notre économie», professait-il. Il s'agit de sortir de «l'idéologie de la croissance», de ses «rendements de 20% comme seule perspective», de «maximisation du profit». «Nous discutons aujourd'hui de compétitivité mais en la limitant au salaire et à la productivité, constate-t-il. Or, il faut aussi examiner la santé, le bien-être, la collaboration et la création au sein de l'entreprise.» Il déplore la vision de l'entreprise comme «machine à générer du profit». Dans ce contexte, «les salariés ne savent plus ce qu'est la sécurité». Pourtant, «c'était le but de notre progrès social». Pour Nicolas Schmit, la situation n'est pas inéluctable. Et l'économie sociale et solidaire montre la voie. C'est «une vraie piste et une nouvelle chance pour le Luxembourg», conclut-il, emphatique. «Nous travaillons comme une entreprise normale, mais démontrons que l'on peut faire plus qu'elle», confirmait par la suite le président d'Objectif plein emploi, John Castegnaro. «Chaque être humain a



Photo: Alain Rischard

John Castegnaro, président d'Objectif plein emploi (3e en partant de la droite), et Nicolas Schmit, ministre du Travail (2e en partant de la droite), en visite sur les stands du forum

droit à un travail, au bien-être», poursuit-il.

LA RESPONSABILITÉ DU PATRON

Parmi la foule de conférences et de workshops, l'intervention de la Chambre des salariés aura démontré que le bien-être de tous est loin d'être assuré. Les participants à l'atelier avaient la primeur de découvrir les résultats provisoires d'une nouvelle étude sur le bien-être dans le monde du travail luxembourgeois. Son commanditaire, la Chambre des salariés, la présentera dans deux semaines. Et elle offre matière à réflexion. Directeur adjoint de la CSL, Alain Kinn insiste sur la santé psychique comme élément central: pour le bien-être en entreprise. «Le travail peut être source de satisfaction mais aussi de désespoir», rappelle-t-il. Jusqu'alors, «on re-

gardait surtout les risques physiques». Ulcères, maladies cardio-vasculaires et diabète sont des symptômes visibles de problèmes psycho-somatiques plus difficiles à cerner. Si tant est qu'on le veuille: «On peut juste regarder des pourcentages, mais aussi se demander d'où ils proviennent. L'absentéisme de courte durée est un phénomène issu du ras-le-bol de l'ambiance de travail.» L'étude de la CSL se base sur un sondage mené auprès de plus de 1.500 travailleurs, résidents et frontaliers, sur leur perception du bien-être au travail. Elle révèle qu'un quart d'entre eux ressentent continuellement ou fréquemment des sensations de douleur ou de fatigue. Le chiffre atteint 35% dans l'Horesca et 38% dans le secteur social et de santé. «Le responsable de la santé au travail n'est pas la caisse de maladie mais le patron», tonne Alain Kinn. Or, le son-

dage nous apprend que seuls 23% des sondés ont assisté à plus de quatre actions de prévention par leur entreprise sur les trois dernières années. Pourtant, 43% ressentent du stress au travail. Pour 54% de ces derniers, c'est un stress négatif. «On peut baisser énormément les frais si on n'investit non pas dans les nouvelles technologies mais dans les êtres humains.» 80% des salariés se sentent en situation de burnout, d'occasionnellement (58%) à «en continu» (3%). 31% connaissent des cas d'addictions dans leur entreprise (48% dans l'administration et les communes). 16% ont été confrontés au suicide sur leur lieu de travail. Enfin, signe du malaise, 58% des sondés feraient un autre choix professionnel s'il était à refaire. Et comme le bien-être n'a rien à voir avec le «bien-être», c'est dans les banques que ce taux est le plus élevé...

Et si c'était là «la vraie économie»?

Coup de pouce à l'économie solidaire et sociale

Une cartographie de l'économie solidaire doit dynamiser «le troisième pilier».

JÉRÔME QUIQUERET

Elle existe, œuvre souterrainement à une économie soucieuse de l'être humain. Ses actions liées à la réinsertion des chômeurs ont acquis une visibilité. L'économie sociale et solidaire (ESS) est une réalité. Elle est même désormais dotée d'un ministère. Si Romain Schneider en obtient vite la compétence, il aura fallu attendre ce 1er mars pour que le ministère soit doté de bureaux et de collaborateurs. La présentation, ce 25 mars, d'un projet de cartographie doit «le remplir avec du contenu», expliquait Romain Binsfeld,

responsable d'Objectif plein emploi. Ainsi, l'Institut européen d'économie solidaire (INEES), créé par ce dernier en 1998, et le Centre de recherche public Henri-Tudor collaborent au recensement de l'ensemble des acteurs agissant sur le territoire national.

MENTALITÉS

Elle permettra leur mise en relation comme la visibilité pour le grand public de ce «troisième pilier entre le secteur public et le marché, dans une approche complémentaire», explique le directeur de l'IEES, Éric Lavillunière. Elle pourrait même, dit ce dernier, se targuer d'être «la vraie économie». Ses acteurs, comme ses formes d'organisation - mutuelle, association, coopérative -, sont très divers. Le commerce équitable, la fi-

nance éthique, l'agriculture bio, l'éco-construction peuvent fort bien remplir les critères de valeurs économiques, sociales, environnementales que la cartographie devra définir. Bien loin de «l'image d'une économie des pauvres pour les pauvres», ces activités «créent de l'emploi, de la cohésion sociale, du bien-être, de la démocratie, de la paix» et ne sont par définition «pas délocalisables». Dans ses ses prétentions cartographiques, le Luxembourg s'appuiera sur l'expérience du Brésil et du secrétaire exécutif du Forum brésilien d'économie solidaire, Daniel Tygel. Là bas, l'économie solidaire a profité de l'échec patent des politiques néolibérales. Elle y est conçue comme «une forme d'organisation de l'activité économique, reposant sur un principe d'autogestion et

définissant une façon de vivre et de consommer», explique Daniel Tygel. «Il s'agit de passer d'une mentalité de compétition à une mentalité de collaboration.» La cartographie y fut un outil d'intelligence économique, favorisant le partage des ressources et la mise en commun des moyens logistiques. Elle a mis au jour un très vaste réseau. 22.000 entreprises en constituent le noyau dur. Qu'elles fassent du troc, utilisent des monnaies locales, mettent en place des formes collectives de production... De nombreuses entités, du mouvement syndical aux églises progressistes, ONG et autres universités, en assurent l'appui et la promotion. La phase actuelle consiste en l'organisation de représentants des acteurs et travailleurs de l'économie solidaire,

«D'ici quelques mois, nous aurons l'occasion de présenter le modèle luxembourgeois de l'économie solidaire», se réjouit le ministre délégué, Romain Schneider. De là, il sera possible d'«évoquer d'autres pistes à examiner pour la faire redémarrer efficacement», a annoncé un ministre attentif et connaisseur du dossier. L'ESS doit par ailleurs aussi renforcer son corpus académique afin d'«agrèger la pensée et que cette dernière alimente le débat public», explique Éric Lavillunière. Et acter qu'elle n'est «pas simplement un système de réparation des dégâts de l'économie» mais qu'elle en «requiert les fondements». D'ailleurs, début juin, le Luxembourg y œuvrera en accueillant les Xes rencontres du Réseau inter-universitaire de l'économie sociale et solidaire.